

Burundi : Focus sur ce petit pays des Grands Lacs avec Emmanuel Klimis

RTBF, 11 juillet 2017 Deux ans de violences invisibles au Burundi : que peut faire la communauté internationale ? Une nouvelle attaque à la grenade a eu lieu dimanche soir au Burundi dans un bar du nord du pays. Au moins 8 personnes ont été tuées et une soixantaine d'autres blessées. Une enquête est en cours pour identifier les coupables. Ce type d'actes criminels est très fréquent depuis la crise politique de 2015 et la réélection controversée du président, Pierre Nkurunziza, il y a presque deux ans maintenant, jour pour jour. [Photo : Emmanuel Klimis, spécialiste du Burundi, chercheur à l'université Saint-Louis de Bruxelles]

Focus sur ce petit pays de l'Afrique des Grands Lacs avec Emmanuel Klimis, spécialiste du Burundi, chercheur à l'université Saint-Louis de Bruxelles. Qui sont en général les auteurs de ces attaques à la grenade ? Ceux qui soutiennent le pouvoir ou ceux qui soutiennent l'opposition ? C'est très difficile à dire, on n'a pas beaucoup d'informations. Cette attaque à la grenade n'est pas la première. Le Burundi connaît un regain de violence sporadique depuis quasiment deux ans et en réalité depuis bien davantage. Le Burundi est un pays qui n'a pas désarmé depuis le conflit qui a embrasé jusqu'aux accords de paix de 2000. Il y a énormément d'armes légères qui continuent à circuler, surtout les grenades. C'est l'arme du pauvre, facile à obtenir. On ne sait pas très bien où ces attentats viennent. Il y a plusieurs hypothèses. Aucune ne peut être ni confirmée ni infirmée pour l'instant. Il y a énormément de mécontents du régime, toutes ethnies confondues : des mécontents politiques, des anciens militaires, des groupes politiques qui ont été marginalisés, etc. Il y a énormément d'opposition au sein même des différents partisans, des factions différentes autour du gouvernement. Donc il y a des règlements de compte. On sait qu'il y a des gens parmi les fameuses milices Imbonerakure, qui se livrent à des règlements de compte en interne, au sein de l'armée, au sein des forces de sécurité ou de la police, au sein de l'appareil étatique et politique. C'est très difficile d'y voir clair. Des manipulations sont possibles. Certains membres de la société civile disent que c'est une façon d'instrumentaliser. Selon les chiffres de l'ONU et des ONG, en deux ans, les violences ont déjà fait de 500 à 2000 morts, des centaines de cas de disparitions forcées et de tortures, et ces violences ont poussé à l'exil plus de 400 000 Burundais. En deux ans, le climat a très peu évolué dans le pays ? Il évolue dans le mauvais sens. C'est un des arguments principaux des autorités aujourd'hui : dire que la situation est meilleure aujourd'hui qu'il y a deux ans. De fait, quand on regarde les combats qu'il y avait dans la rue autour de la tentative de putsch en mai 2015, c'est sûr qu'on a une diminution du niveau de violence visible. Il n'y a plus de tirs dans la rue, il n'y a plus de factions armées qui s'affrontent dans les rues de la capitale. Ce sont des violences invisibles aujourd'hui principalement ? Énormément, des disparitions, des gens dont on retrouve les corps plusieurs jours ou plusieurs mois parfois après leur disparition en pleine nature, des arrestations dont on ne sait pas très bien par qui elles sont menées et où les gens sont détenus. Donc on parle d'un niveau de violence qui percole tout doucement et qui est relativement discret, en fait, et qui permet de dire qu'il y a une amélioration au niveau général, visible, mais qu'il n'y a pas de perspectives sur lesquelles on peut se réjouir ni d'amélioration d'une paix durable qui arriverait à court terme. La Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme a publié il y a quelques jours un rapport qui a pour titre "Le Burundi au bord du gouffre, retour sur deux années de terreur". Un rapport qui indique qu'une dictature est en construction au Burundi. C'est ce que vous observez vous aussi ? La question, évidemment, est toujours la même : qu'est-ce qu'on met derrière le mot dictature ? Il n'y a pas une définition unique de la dictature, mais ce qui est certain, c'est qu'il y a un durcissement du régime. On a un chef d'État qui s'accroche au pouvoir, on a vu puisqu'il y a eu beaucoup de contestations sur le fait qu'il se présente pour un troisième mandat, il l'a finalement fait. Il y a maintenant des discussions pour qu'il y ait un quatrième et qu'il y ait une modification de la Constitution qui l'autorise. Le Burundi est loin d'être le seul pays où on a un responsable politique qui refuse de quitter le pouvoir, donc ça, ce n'est pas quelque chose qui est spécialement étonnant ni surprenant. Ce qui est peut-être plus original au Burundi et contre lequel il est plus difficile de réagir, c'est la prise en compte vraiment efficace de la part des différentes autorités au Burundi de la rhétorique de la communauté internationale. Il y a une véritable compréhension des cadres internationaux et le respect formel qui est adopté par le gouvernement en place et ça rend les discussions difficiles. Donc, concrètement, la communauté internationale se fait manipuler par le gouvernement burundais ? Non, la communauté internationale accepte ça. Il y a peut-être deux ans, on aurait pu, et de nombreuses personnes ont poussé à ça, avoir une réaction un petit peu plus ou franchement plus musclée de la communauté internationale, une intervention plus effective pour éviter le dérapage dans lequel on a plongé. Aujourd'hui, c'est beaucoup plus difficile, donc il y a une situation de normalisation, les différentes capitales internationales ne sont plus dans un discours de menace, ne sont plus dans un rapport de force, ou de moins en moins, aussi parce que les leviers qu'on pouvait avoir il y a deux ans, on ne les a plus. Ce qui est important maintenant pour les capitales européennes et occidentales en général, c'est de maintenir un dialogue. Pour maintenir un dialogue, il faut évidemment un discours qui n'est pas un discours qui condamne chaque acte du gouvernement. Il y a une situation de normalisation, on accepte un niveau de violence visible moins important et il y a énormément de choses qui se jouent en coulisse pour l'instant au niveau diplomatique, mais les résultats ne sont pas spécialement probants, que ce soit au niveau des Nations unies, que ce soit au niveau de la médiation régionale par la communauté est-africaine ou que ce soit au niveau des différentes capitales européennes, qui ont évidemment des gens sur place. Ce n'est pas du tout évident aujourd'hui d'avoir une communauté internationale qui tient un discours moralisateur, à la fois parce qu'elle a perdu l'occasion de le faire et aussi parce qu'il y a une volonté de ne pas brusquer un régime qui connaît les codes en fait et qui

respecte les standards minimums de visibilité internationale. Quel est le premier acte que devrait aujourd'hui poser justement et précisément la communauté internationale? C'est très difficile à dire. J'ai lu il y a une semaine que la Cour pénale internationale était le seul espoir pour le Burundi. Je n'y crois absolument pas du tout, pour le meilleur et pour le pire. La Cour pénale internationale, c'est quelque chose qui fonctionne sur le temps long. La poursuite des crimes internationaux, c'est quelque chose d'essentiel dans le respect d'une démocratie, mais ce n'est pas quelque chose qui sert à résoudre un problème à court terme. Si des crimes internationaux ont été commis, il faudra un temps énorme pour les documenter, il faudra un temps énorme pour finalement les poursuivre et éventuellement les condamner. Ça se compte en années, en dizaines d'années éventuellement, ce n'est pas pour rien que ces crimes sont imprescriptibles. Mais ce n'est pas ça qui va résoudre le problème aujourd'hui du Burundi. Au contraire, c'est quelque chose qui a tendance à braquer, et ce n'est pas une surprise bien sûr, les différentes personnes qui font l'objet des enquêtes. Où est la solution alors? La solution devrait être burundaise. La solution devrait être burundaise et il y a une responsabilité de la communauté internationale à réfléchir au Burundi et ailleurs dans le monde, à cesser peut-être de mettre la pression sur l'organisation électorale comme étant la seule garantie d'une démocratie ou comme étant le seul marqueur d'une démocratie. Le Burundi a joué de ça, mais ce n'est pas la responsabilité burundaise, c'est une responsabilité internationale de dire "pour qu'il y ait une démocratie, il faut qu'il y ait des élections". Le reste, on ne se pose pas trop la question, il faut qu'il y ait une tournante de pouvoir, etc. Je vous avoue que des situations où des gens s'accrochent au pouvoir, il y en a aussi dans les régimes démocratiques, à travers des gouvernements de coalition qui se répètent. L'enjeu n'est pas uniquement là, il est aussi dans la possibilité d'avoir une presse libre, d'avoir une opposition politique, d'avoir des organisations de la société civile qui font leur travail de contrepoids par rapport au pouvoir, et aujourd'hui, aucune de ces conditions n'est réunie au Burundi. La difficulté est d'avoir une information sur les responsables de ces attaques. C'est notamment lié au fait que l'information ne sort plus du Burundi aujourd'hui. Les médias burundais sont décimés. Les journalistes sont en exil, sont en prison. Il reste quelques médias qui sont contrôlés par les autorités, mais il n'y a plus de liberté d'expression. On ne parvient plus à avoir de l'information et la pluralité de l'information.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});